

Le vent tourne pour NSO : vive le vent d'hiver !

10.12.2021

Categories: Embargo militaire

Dans la Newsletter du 1er novembre, nous avons abordé NSO Group, compagnie israélienne, spécialisée dans la cyber surveillance et le cyber espionnage, et son arme Pegasus. Suite à aux révélations de Pegasus Papers, de Citizens Labs, de Forbidden Stories, d'Amnesty, etc, NSO connaît actuellement de sérieux problèmes.

Les géants de l'internet (GAFA) montent au front suite au hackage d'une partie de leurs client.e.s. de Whats-App qui appartient à META, ex Facebook. NSO est attaqué en justice suite aux cyber attaques qui ont ciblé 1400 de ses utilisateurs en 2019. En novembre de cette année, c'est [Apple qui a intenté un procès à NSO et sa compagnie propriétaire, Q Cyber Technologies, car Pegasus aurait infecté des I phones...](#)

GAFA semble tout à coup découvrir que [NSO et les autres compagnies de cyber surveillance sont des « hackers notoires »](#) - des mercenaires amoraux du 21^{ème} siècle ! Alors qu'il est de notoriété publique que GAFA se finance par la vente de données de leurs propres client.e.s...L'arroseur arrosé.

Face à ces multiples cas d'abus, [le gouvernement Biden a mis NSO, Candiru et une troisième compagnie sur la liste noire du gouvernement américain](#) car elles «agissent à l'encontre de la politique étrangère et les intérêts sécuritaires nationaux des Etats-Unis ». Or cette décision peut avoir des implications importantes . Tout d'abord sur le plan économique, car NSO risque de plus en plus de ne pas pouvoir rembourser environ 500 millions de dollars de dettes. Et cela a un impact sur l'économie israélienne, vu l'importance de l'exportation d'armes. Mais plus fondamentalement, [comme le souligne le New York Times](#), le gouvernement israélien, considère les logiciels espions comme des éléments cruciaux de sa politique étrangère. Or les Etats-Unis, l'allié le plus fidèle du gouvernement israélien, lui verse 3 milliards de dollars par année pour sa défense militaire. Si Israël cautionne la surveillance et l'espionnage des citoyen.ne.s états-unien.ne.s et agit à l'encontre les intérêts américains, ne serait-il pas temps de mettre en cause cette alliance, financé par des contribuables américains ?

Donc ce n'est pas pour rien que le gouvernement israélien fait pression sur Washington pour que NSO soit retiré de la liste noire. Dans un effort de « damage control », le ministère de la Défense israélien a réduit de 102 à 37 la liste des pays pouvant acheter des armes technologiques de NSO, excluant les Émirats arabes unis, le Maroc, l'Arabie saoudite et des dizaines d'autres pays mais pas l'Inde. On peut parier que la Suisse reste sur la liste gagnante des enfants sages du Père Noël !

[Les experts indépendants du Conseil des droits humains viennent de demander à l'ONU d'instaurer une moratoire](#) sur la vente et le transfert des technologies de surveillance. " Il est extrêmement dangereux et irresponsable de permettre au secteur des technologies et du commerce de la surveillance de fonctionner comme une zone exempte de droits de l'homme ", ont averti les experts.

" Nous sommes profondément préoccupés par le fait que des outils intrusifs très sophistiqués sont utilisés pour surveiller, intimider et réduire au silence les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et les opposants politiques ", ont déclaré les experts. "De telles pratiques violent les droits à la liberté d'expression, à la vie privée et à la liberté, mettent éventuellement en danger la vie de centaines de personnes, mettent en péril la liberté des médias et sapent la démocratie, la paix, la sécurité et la coopération internationale".

On ne peut que saluer cette déclaration. Mais sachant qu'une demande similaire auprès des Nations Unies avait été refusé il y a quelques années, sans des mobilisations larges de la société civile pour faire pression sur les gouvernements, les institutions et les entreprises, ce moratoire risque ne de pas voir jour. Par contre, des mobilisations pourraient changer la donne. Il y a notamment l'exemple [des travailleur.e.s d'Amazon et Google qui protestent contre le fait que le projet Nimbus](#) fournirait à l'armée et le gouvernement israéliens une technologie qui est utilisé pour nuire les Palestinien.ne.s.